

Communiqué des syndicats SUD et CGT de l'AP-HM

Travailleurs de la santé, nous avons choisi d'exercer à l'hôpital public pour soigner tous ceux et celles qui s'y présentent sans distinction d'origine ni de situation administrative.

Nous jugeons particulièrement scandaleux que dans le cadre des rafles policières à visées électoralistes au service de la personne d'un ministre, Monsieur Bénatia MENOUEUR ait été soustrait à nos soins dans la nuit du 25 au 26.

Les certificats médicaux en notre possession démontrent que M. MENOUEUR est atteint d'une affection grave, que faute de soins appropriés, sa guérison est compromise, qu'il sera à nouveau contagieux et que le germe qui l'agresse deviendra résistant.

M. MENOUEUR nécessite des soins continus depuis juillet 2006 pour une période minimum de 6 mois et ne peut être soigné dans son pays d'origine. *Toute interruption pourrait avoir des conséquences d'une exceptionnelle gravité sur son état de santé* précise un certificat médical en date du 31 juillet 2006.

Nous exigeons que M. MENOUEUR, qui ne peut recevoir les soins qu'il mérite dans cette détention injuste, retourne dans sa famille notamment pour honorer son rendez-vous du 6 novembre au centre Pressensé.

Nous nous indignons également contre l'arrestation en gare Saint Charles de Monsieur DOUBI alors qu'il se rendait à la Timone pour y passer des radios de son pied.

Les hospitaliers ne sont pas des auxiliaires ni des indicateurs de police, d'autant moins contre des personnes soumises à la terreur et à une pression intolérable par l'inhumanité d'un ministre et d'une administration préfectorale à sa botte.

Nous mettrons tout en œuvre pour que ne se produise pas à Marseille ce qui s'est passé à Nantes : l'arrestation et l'expulsion de Nicole MASESE, mère célibataire malade.

Nos organisations ne manqueront pas d'appeler les hospitaliers à réagir, notamment le 15 Novembre où nous nous retrouverons dans la rue contre cette politique indigne.

Nous allons saisir le Directeur Général de l'AP-HM pour qu'il fasse toute la lumière sur le cas de Monsieur MENOUEUR et Monsieur FUENTES, Président de la Commission médicale d'établissement pour qu'il proteste au nom de l'éthique médicale.

REGULARISATION DE TOUS LES SANS PAPIERS !

CGT ap-hm : 06 74 83 96 64

SUD ap-hm : 06 76 47 28 39

Marseille, 27 octobre 2006